

tribune, ils disaient que nous avions peuplé le Manitoba et le Nord-Ouest d'immigrants européens, ennemis de notre race et ennemis de notre religion. On s'est servi de cet énoncé comme d'un fort argument contre nous. Mais quelle est l'augmentation de l'immigration que nous avons aujourd'hui, et au sujet de laquelle le gouvernement se félicite ? Ainsi que l'a dit hier l'honorable député de Leeds (M. Taylor), nous avons des Galiciens et des Doukhobortsés. Il va sans dire que les portes du Canada doivent être ouvertes aux immigrants, s'ils sont de la bonne classe, pour peupler le territoire de l'immense Nord-Ouest, ainsi que quelques-unes des anciennes provinces, de citoyens énergiques et laborieux. Mais si nous devons faire venir ici des hordes de gens qui doivent quitter leur pays parce qu'ils ne veulent pas se soumettre à ses lois ; s'il est vrai, par exemple, que ces Doukhobortsés sont des hommes qui ne veulent pas remplir leurs devoirs de citoyens, je dis que nous n'en avons pas besoin, et le gouvernement ne devrait pas se féliciter de les avoir amenés sur nos bords.

L'honorable député de Richmond et Wolfe a parlé des promesses non tenues ; il n'en a pas dit grand-chose, car il n'y a pas grand-chose à dire. Nous avons entendu d'excellents discours de la part d'honorables députés de la droite, mais personne n'a réussi à démontrer que nous n'avons pas raison de dire que le gouvernement a failli à presque tous ses engagements, je dirai même tous les engagements qu'il a pris envers les électeurs, en 1896.

Je comprends que ce langage n'a rien d'agréable pour nos adversaires. Soit sur les 'hustings,' soit dans les journaux, soit ailleurs, chaque fois que nous parlons de cela, ils répondent : 'c'est une vieille histoire ; il vaut mieux n'en plus parler.'

Mais, M. l'Orateur, il nous faut bien en parler. Il nous faut convaincre les électeurs qu'ils ont été trompés en 1896. Il nous faut démontrer que les honorables membres de la droite ont obtenu la confiance des électeurs sous de faux prétextes, et que, s'ils siègent aujourd'hui sur les bancs de la droite, c'est que, de propos délibéré ou non, ils ont induit notre population en erreur. En comparant leur dossier de ces dernières années et en le comparant aux déclarations qu'ils faisaient sur les 'hustings,' il n'y a pas le moindre doute qu'ils ont failli à leurs promesses.

Le gouvernement s'est glorifié de la grande prospérité qui règne dans le pays. Nous n'imiterons pas l'exemple qu'ils nous ont donné dans l'opposition. Chaque fois que nous démontrions que le pays était prospère, ils le nialent et criaient à la ruine. A maintes et maintes reprises, ils ont prétendu que le pays marchait vers la banqueroute.

Nous admettons qu'à l'heure qu'il est, le pays est prospère, nous en sommes contents, nous en sommes fiers et nous espérons que cette prospérité continuera, même sous le

règne de nos adversaires. Mais je n'ai pas oublié que, lorsque nous étions au pouvoir, on nous disait à tout propos : 'Vous avez augmenté le revenu ; vous prélevez des sommes énormes et par ce moyen, vous enlevez de la poche du peuple l'argent qui lui appartient. Les droits de douane et d'accise que vous prélevez ne sont rien autre chose que des taxes. Et qui paye ces taxes ? Les cultivateurs canadiens.'

Mais, M. l'Orateur, que voyons-nous aujourd'hui ? Permettez-moi de citer quelques chiffres. De 1892 à 1896 la moyenne du revenu des douanes a été, si je ne me trompe, de \$19,800,000. Aujourd'hui, d'après les tableaux publiés par le gouvernement lui-même, ce revenu s'élève à \$21,000,000 ; deux millions de plus que du temps des conservateurs. Si donc l'argument de nos adversaires avait quelque valeur, et si le revenu de la douane n'est autre chose que des taxes prélevées sur le peuple, ce peuple n'est-il pas plus lourdement taxé que sous le régime des conservateurs ?

Prenons maintenant le revenu de la douane et de l'accise ensemble et nous voyons que la moyenne, entre 1892 et 1896, sous le régime conservateur, a été de \$27,710,000 ; mais, en 1898, cette moyenne a été de \$29,000,000, et si les prédictions faites l'an dernier par l'honorable ministre des Finances se réalisent, comme je n'en doute pas, ce revenu sera de \$29,500,000 cette année.

D'après le raisonnement des honorables messieurs de la droite, tout cet argent vient de la poche des contribuables de ce pays ; notre population est taxée au taux de \$29,500,000. Voilà une des promesses qu'ils n'ont pas tenue. Ils avaient promis de réduire les taxes et ils les ont décuplées. A cela ils nous répondent ; non seulement le pays est prospère, mais nous avons un revenu considérable.

Dans le discours du Trône le gouvernement se félicite de cette condition florissante du revenu ; pourquoi ne s'est-il pas félicité de l'état florissant des dépenses publiques ?

On se rappelle qu'il n'y a pas bien longtemps l'honorable ministre des Travaux Publics (M. Tarte), qui est généralement, toujours j'espère, franc dans ses déclarations, disait dans un banquet à Valleyfield, dans le comté de mon honorable ami qui siège à mes côtés (M. Bergeron) : Oui, il est vrai que nous avons dépensé beaucoup d'argent. J'admets que nous avons dépensé plus que les conservateurs ; mais attendez à l'an prochain et vous verrez combien plus encore nous en dépenserons.

De semblables paroles ne sont guère conciliables avec les déclarations et les promesses des libéraux, lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Sans vouloir être trop long, et sans vouloir ennuyer la Chambre, je désire citer encore quelques chiffres. Il n'est pas sans intérêt de relire la huitième résolution de la fameuse convention de 1893, alors que